

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 16/204 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT AVIS SUR TROIS PROJETS D'ORDONNANCES RELATIVES A LA CREATION DE LA COLLECTIVITE DE CORSE

SEANCE DU 7 SEPTEMBRE 2016

L'An deux mille seize et le sept septembre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

BARTOLI Marie-France, BARTOLI Paul-Marie, BENEDETTI François, BERNARDI François, BIANCUCCI Jean, BORROMEI Vanina, BUCCHINI Dominique, CANIONI Christophe, CASALTA Mattea, CESARI Marcel, CHAUBON Pierre, COLOMBANI Paul-André, COMBETTE Christelle, CORDOLIANI René, FAGNI Muriel, GUIDICELLI Lauda, GUIDICELLI Maria, GUISEPPI Julie, LEONETTI Paul, MARIOTTI Marie-Thérèse, MONDOLONI Jean-Martin, NIVAGGIONI Nadine, OLIVESI Marie-Thérèse, OTTAVI Antoine, PARIGI Paulu Santu, POLI Laura Maria, PONZEVERA Juliette, PROSPERI Rosa, PUCCI Joseph, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, ROSSI José, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SANTUCCI Anne-Laure, SIMEONI Marie, TALAMONI Jean-Guy, TATTI François, TOMA Jean, TOMASI Petr'Antone, VANNI Hyacinthe

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. ARMANET Guy à Mme SANTUCCI Anne-Laure
Mme CASANOVA-SERVAS Marie-Hélène à M. VANNI Hyacinthe
Mme FILIPPI Marie-Xavière à M. CANIONI Christophe
M. GIACOBBI Paul à Mme GUIDICELLI Maria
Mme GRIMALDI Stéphanie à M. ROSSI José
M. LACOMBE Xavier à Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette
Mme MURATI-CHINESI Karine à M. TOMA Jean
Mme NADIZI Françoise à M. CORDOLIANI René
Mme ORSONI Delphine à M. OTTAVI Antoine
M. SANTINI Ange à M. MONDOLONI Jean-Martin
M. STEFANI Michel à M. BUCCHINI Dominique.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie, et notamment l'article L. 4422-16,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment l'article 30 relatif à la création de la collectivité de Corse,
- VU** le projet d'ordonnance portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la collectivité de Corse,
- VU** le projet d'ordonnance complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse,
- VU** le projet d'ordonnance relative à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse,
- VU** le courrier de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de M. le ministre de l'intérieur, en date du 28 juillet 2016, reçu le 2 août 2016,
- VU** la lettre de saisine de M. le préfet de Corse en date du 28 juillet 2016, reçue le 2 août 2016,
- VU** l'avis n° 2016-41 du Conseil Economique, Social et Culturel de Corse en date du 2 septembre 2016,
- VU** les procès-verbaux des réunions de la commission des compétences législatives et réglementaires en date des 25 mai, 10 juin, 16 juin, 22 juin et 7 septembre 2016,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse, ci-annexé,
- SUR** rapport de la commission des compétences législatives et réglementaires,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

EMET UN AVIS FAVORABLE aux trois projets d'ordonnances relatives à la création de la collectivité de Corse soumis à son examen,

sur la base du rapport ci-annexé du Président du Conseil Exécutif de Corse et des travaux de la commission des compétences législatives et réglementaires, susvisés, en l'assortissant des observations et demandes exposées aux articles 2, 3, 4 et 5 suivants.

ARTICLE 2 :

FORMULE les observations et demandes suivantes sur le projet d'ordonnance portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la collectivité de Corse :

I. Sur les dispositions prévues par le projet

I-1. Dispositions relatives au personnel :

- Au II de l'article 11, les délais maximaux prévus pour l'harmonisation (deux ans) et la mise en œuvre (cinq ans) du régime indemnitaire, bien qu'indicatifs, sont excessifs. Il est demandé de les réduire respectivement à six mois et dix-huit mois.
- En ce qui concerne les agents nouvellement recrutés avant la fixation du régime indemnitaire, la disposition selon laquelle ils « bénéficient du régime indemnitaire et des conditions d'emploi qui étaient applicables à l'emploi auquel ils sont affectés » est peu claire. Quel sera le régime préexistant applicable ?

I-2. Dispositions relatives aux services d'incendie et de secours :

A l'article 14, s'agissant d'établissements publics rattachés à la collectivité de Corse, le maintien du terme « départemental » ou « interdépartemental » dans leur dénomination n'est ni justifié ni souhaitable, même si chacun des deux préfets en conservera la direction opérationnelle. Il est demandé de supprimer ces termes.

I-3. Dispositions relatives aux autres organismes publics :

Au II de l'article 18, le maintien du terme « départemental » dans la dénomination des offices publics de l'habitat n'est ni justifié ni souhaitable, s'agissant d'établissements publics rattachés à la collectivité de Corse. Il est demandé de supprimer ce terme.

I-4. Dispositions relatives aux commissions et comités départementaux :

Il eût été hautement préférable d'engager un processus de simplification par la territorialisation de certaines des instances présidées par les préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse. Cela aurait eu, de surcroît, l'intérêt de diminuer le nombre - très élevé - de réunions auxquelles les représentants de la collectivité de Corse devront assister.

Le maintien de l'appellation départementalisée de ces instances générera une confusion dans l'esprit des citoyens, puisque les collectivités départementales auront été supprimées.

II. Sur les dispositions non traitées par le projet et dont l'intégration est demandée

II-1. Dispositions relatives à l'Assemblée de Corse :

- Toutes les attributions d'un président de conseil régional ou départemental ne peuvent être transférées au seul président du conseil exécutif. Celles qui concernent la présidence de l'assemblée délibérante doivent être transférées au président de l'Assemblée de Corse.

Il est demandé de compléter le cinquième alinéa de l'article L. 4421-1 du code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction issue de la loi n° 2015-991, par les mots : « , sauf lorsqu'elle est relative à la présidence de l'assemblée délibérante ».

- Dans une logique d'équilibre des pouvoirs et de valorisation de l'action de l'assemblée délibérante, il est demandé d'intégrer la possibilité pour l'Assemblée de Corse de prévoir au règlement intérieur qu'une partie de l'ordre du jour des séances publiques ordinaires sera réservée à l'examen de propositions de délibérations émanant des groupes politiques.
- Par ailleurs, la collectivité territoriale de Corse est la seule collectivité métropolitaine dont l'organisation distingue le pouvoir délibérant et le pouvoir exécutif. Dans les textes législatifs en vigueur, aucune disposition n'est relative aux moyens de fonctionnement de l'assemblée de Corse, contrairement à ce qui est prévu pour le conseil économique, social, environnemental et culturel.

Il est demandé de compléter l'article L. 4422-10 du code général des collectivités territoriales par les dispositions suivantes :

« L'assemblée de Corse dispose des moyens nécessaires à son fonctionnement et à celui des groupes d'élus.

« Le responsable des agents mis à la disposition de l'assemblée de Corse par le président du conseil exécutif de Corse est placé sous l'autorité fonctionnelle du président de cette assemblée.

« Sur proposition du président du conseil exécutif, les crédits nécessaires au fonctionnement de l'assemblée de Corse et des groupes d'élus font l'objet d'une inscription distincte au budget de la collectivité de Corse. Leur gestion est assurée par le responsable mentionné à l'alinéa précédent qui reçoit à cet effet du président du conseil exécutif de Corse une délégation de signature dans les conditions fixées à l'article L. 4422-25 ».

- Enfin, il apparaît nécessaire de renforcer les moyens en personnels dont pourront disposer les groupes politiques, ne serait-ce qu'en raison de l'accroissement des compétences et, par

voie de conséquence, des affaires qui devront être traitées par l'Assemblée de Corse.

Il est demandé de ne pas abroger l'article L. 4422-11 du code général des collectivités territoriales et de le rédiger ainsi :

« Article L. 4422-11. -Les crédits nécessaires à la rémunération des personnes affectées aux groupes d'élus sont inscrits à un chapitre du budget spécialement créé à cet effet. Ces crédits ne peuvent excéder 45 % du montant total des indemnités versées chaque année aux présidents et aux membres de l'Assemblée de Corse et du conseil exécutif de Corse.

« Les personnes affectées aux groupes d'élus peuvent bénéficier des mêmes formations que les agents de la fonction publique territoriale. »

II-2. Dispositions relatives aux établissements publics de la collectivité de Corse et à l'exercice de la tutelle :

Ces dispositions doivent être mieux précisées et rendues applicables à tous les offices et agences existants ou à venir.

Il est demandé de :

A. Au 3° de l'article L. 4422-26 remplacer les mots : « offices et de l'agence du tourisme » par les mots : « établissements publics de la collectivité » ;

B. Rédiger ainsi l'intitulé de la section 5 du chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales :

« Etablissements publics de la collectivité de Corse »

C. Modifier ainsi l'article L. 4424-40 du code général des collectivités territoriales :

a) Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« La collectivité de Corse peut créer des établissements publics et les charger, dans les conditions définies par l'assemblée de Corse, de mettre en œuvre les politiques publiques de la collectivité de Corse, d'assurer la réalisation des projets de cette collectivité ainsi que le fonctionnement de ses services publics.

« Ces établissements publics exercent leurs attributions au nom et pour le compte de la collectivité de Corse.

« Leurs actes ne sont exécutoires que si, au plus tard dans les huit jours suivant leur réception, le président du conseil exécutif de Corse ne met pas en œuvre la procédure prévue aux articles L. 4422-26 et L. 4424-41.

« Le budget de chaque établissement public est établi, en recettes et en dépenses, en conformité avec les orientations et les décisions budgétaires de l'Assemblée de Corse. Toute décision modificative est soumise à l'examen préalable de cette assemblée.

« Le compte de gestion ou le compte administratif de chaque établissement public est, dès réception, adressé à l'Assemblée de Corse par le président du conseil exécutif de Corse. Il comporte en annexe, notamment, un rapport sur le fonctionnement, la situation financière et l'activité de l'établissement public, ainsi que l'état de l'effectif budgétaire.

« Les règles de fonctionnement et de contrôle applicables à la collectivité de Corse s'appliquent à ses établissements publics.

« Les actes et délibérations des établissements publics sont soumis au contrôle de légalité prévu par les articles L. 2131-1 à L. 2131-11.

b) Au deuxième alinéa, le mot : « également » est supprimé, et les mots : « un office ou à l'agence du tourisme » sont remplacés par les mots : « l'un de ses établissements publics ».

c) Au troisième alinéa, les mots : « un office ou à l'agence du tourisme en application de l'un des deux alinéas précédents » sont remplacés par les mots : « l'un de ses établissements publics en application de l'alinéa précédent », et les mots : « l'office ou à l'agence du tourisme » et « l'office ou de l'agence du tourisme » sont remplacés par les mots : « l'établissement public ».

d) Au quatrième alinéa, les mots : « l'office ou de l'agence du tourisme » sont remplacés par les mots : « l'établissement public ».

e) Au cinquième alinéa, les mots : « Les offices et l'agence sont » sont remplacés par les mots : « L'établissement public est » et le mot : « leurs » est remplacé par le mot : « ses ».

D. Modifier ainsi l'article L. 4424-41 du code général des collectivités territoriales :

a) au début de l'article sont ajoutés les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 4424-40 »

b) les mots : « les offices et sur l'agence du tourisme » sont remplacés par les mots : « les établissements publics mentionnés à l'article L. 4424-40 »

c) A la deuxième phrase les mots : « La collectivité territoriale » sont remplacés par les mots : « Le président du conseil exécutif de Corse » et les mots : « qu'elle a fixées ou à ses décisions budgétaires » sont remplacés par les mots : « ou aux décisions budgétaires de la collectivité de Corse ».

II-3. Dispositions relatives aux compétences de la collectivité de Corse relevant du domaine normatif :

Il est nécessaire qu'elles soient complétées et précisées, par référence à ce qui est prévu par les statuts des collectivités territoriales de Martinique et de Guyane.

Il est demandé de :

A. Modifier ainsi l'article L. 4422-16 du code général des collectivités territoriales :

a) le IV est ainsi rétabli :

« IV.- Lorsqu'il reçoit les propositions et demandes mentionnées aux I à III, le Premier ministre accuse réception dans les quinze jours et fixe le délai dans lequel il apportera une réponse au fond ».

b) Le premier alinéa du V est ainsi rédigé :

« L'Assemblée de Corse est consultée sur les projets et les propositions de loi, ainsi que sur les projets d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions relatives à la Corse ou susceptibles d'avoir des incidences sur les compétences spécifiques de la collectivité de Corse ».

c) au premier alinéa du VI, les mots : « I à IV » sont remplacés par les mots : « I à III et V » ;

d) l'article est complété par les dispositions suivantes :

« VII.- L'Assemblée de Corse est consultée par le Gouvernement sur les propositions d'acte de l'Union européenne pouvant concerner les compétences spécifiques de la collectivité de Corse ou le statut fiscal particulier de la Corse.

« Elle peut adresser au Gouvernement des propositions pour l'application dans la collectivité de Corse des traités sur l'Union européenne ».

B. A l'article L. 4422-17 du code général des collectivités territoriales, remplacer les mots : « Les propositions, demandes et avis adoptés par l'Assemblée de Corse en application des I à IV » par les mots : « Les propositions et demandes adoptées par l'Assemblée de Corse en application des I à III » et le mot : « publiés » est remplacé par le mot : « publiées ».

II-4. Dispositions relatives à la gestion de l'eau et à la biodiversité :

Il est demandé d'intégrer à la neuvième section du projet d'ordonnance un article relatif à la création d'un Comité de l'eau et de la biodiversité de Corse, par fusion du comité de bassin de Corse et du futur comité de la biodiversité de Corse, dont la composition et les règles de fonctionnement seraient fixées par la collectivité territoriale de Corse.

II-5. Dispositions relatives à la représentation de la Corse à Bruxelles :

Il est demandé qu'à l'instar de ce qui est prévu par les statuts des collectivités territoriales de Martinique et de Guyane, il soit précisé que la collectivité de Corse peut instituer une représentation, à caractère non diplomatique, auprès des institutions de l'Union européenne.

II-6. Dispositions relatives au schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation :

L'article L. 4251-16 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 - article 2 (V), dispose que le schéma régional est approuvé par arrêté du représentant de l'Etat dans la région, ce dernier s'assurant du respect, par le conseil régional (...) de la procédure d'élaboration prévue (...) et de la préservation des intérêts nationaux ».

Il est demandé qu'à l'instar de ce qui est prévu pour le plan d'aménagement et de développement durable de la Corse, les dispositions de cet article ne soient pas applicables en Corse.

Il est proposé la procédure d'approbation suivante :

Le projet de schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation arrêté par le conseil exécutif est soumis pour avis au représentant de l'Etat dans la collectivité de Corse ainsi qu'au conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse. Eventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, ce projet est délibéré par l'Assemblée de Corse.

A l'expiration d'un délai de six ans à compter de la date d'approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, le conseil exécutif procède à une analyse globale des résultats de son application. Cette analyse est soumise à l'avis du conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse et transmis à l'Assemblée de Corse. L'Assemblée délibère sur le maintien en vigueur du schéma, sur sa modification, ou sur sa révision complète ou partielle.

ARTICLE 3 :

FORMULE les observations et demandes suivantes sur le projet d'ordonnance complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse :

I. Sur les dispositions prévues par le projet :

- Aux deux alinéas de l'article L. 4425-12 figurant à l'article 8, il convient de reprendre la dénomination du conseil économique, social, **environnemental** et culturel de Corse, telle qu'elle figure dans le projet d'ordonnance « institutionnelle ».
- Le deuxième alinéa de l'article 19 précise que « *pour l'exercice budgétaire 2018, le projet de budget de la collectivité territoriale de Corse est arrêté en conseil exécutif par son président qui le transmet au président de l'Assemblée de Corse **avant le 31 mars*** ».

». Cette dernière date apparaît trop précoce, dès lors que l'Assemblée de Corse a jusqu'au 31 mai 2018 pour adopter son budget. Il conviendrait de la reporter au **30 avril**.

II. Sur les dispositions reportées à la loi de finances pour 2017 :

Le Gouvernement a décidé que les dispositions tendant à préciser et compléter les règles relatives aux concours financiers de l'Etat et aux fonds nationaux de péréquation de recettes fiscales applicables à la collectivité de Corse seront traitées dans le cadre de la loi de finances.

Il est demandé :

- que l'exercice d'agrégation des dispositifs applicables à la collectivité territoriale de Corse et aux deux départements ne conduise ni à minorer les ressources qui seront attribuées à ce titre à la collectivité de Corse en 2018, ni à mettre en place des mécanismes de calcul qui s'avèreraient défavorables dans la durée ;
- que les dispositions figurant à ce titre dans la loi de finances soient soumises à l'examen préalable de la collectivité territoriale de Corse et des deux départements.

III. Sur les autres dispositions à intégrer à la loi de finances pour 2017 :

III-1. Dispositions relatives à l'autonomie fiscale et financière de la collectivité de Corse

Au regard des dispositions de l'article 72-2 de la Constitution, la collectivité de Corse ne disposera pas de ressources propres suffisantes. Le ratio de ces ressources sera très inférieur au ratio moyen que la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 a fixé à 41,7 % pour la catégorie des régions et des collectivités à statut particulier issues de la fusion de départements et de régions.

Il est donc instamment demandé au Gouvernement d'intégrer au projet de loi de finances pour 2017 des dispositions visant à accroître et diversifier les ressources fiscales propres de la future collectivité de Corse sans pour autant pénaliser les ménages et les entreprises insulaires, sur la base, notamment, des propositions faites par la collectivité territoriale de Corse, telles qu'elles sont rappelées dans le rapport, ci annexé, du président du conseil exécutif de Corse.

III-2. Dispositions relatives au transfert à la collectivité de Corse d'une compétence partagée en matière de fiscalité des mutations à titre gratuit pour leur part immobilière, accompagné du reversement de tout ou partie du produit de l'imposition

Cette demande, maintes fois formulée depuis 2011, se fonde sur les dispositions du deuxième alinéa de l'article 72-2 de la Constitution selon lesquelles les collectivités territoriales « peuvent recevoir tout ou partie du produit des impositions de toutes natures. La loi peut les autoriser à en fixer l'assiette et le taux dans les limites qu'elle détermine. » Son intérêt est d'autant plus grand qu'elle est l'une des pistes permettant d'apporter une solution à la question de la fiscalité du patrimoine, telle qu'elle se pose en Corse à la suite de l'abrogation de l'arrêté Miot.

Il est fortement rappelé à cet égard que quelle que soit la solution qui sera privilégiée, elle devra avoir pour effet **d'éviter l'entrée dans le droit commun fiscal applicable aux mutations par décès, à compter du 1^{er} janvier 2018.**

ARTICLE 4 :

FORMULE les observations et demandes suivantes sur le projet d'ordonnance relative à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse :

Le IV de l'article 7 dispose que « entre la date du tour de scrutin où l'élection est acquise et l'élection du nouveau président du conseil exécutif prévue lors de la réunion (du 2 janvier 2018), les affaires courantes ou urgentes sont administrées par le président du conseil exécutif. »

Il est demandé que les points suivants soient éclaircis :

- Même si le mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse élus en décembre 2015 prendra fin le 31 décembre 2017, l'Assemblée ne pourra-t-elle plus se réunir après la date du tour de scrutin où l'élection des nouveaux conseillers sera acquise ?
- Si tel est le cas, en sera-t-il de même pour les conseils départementaux ?
- Les conseillers exécutifs élus en décembre 2015 resteront-ils en fonction jusqu'au 31 décembre 2017 ?
- Si tel n'est pas le cas, qui gèrera les affaires courantes et urgentes des établissements publics de la collectivité territoriale de Corse ?

ARTICLE 5 :

APPELLE toute l'attention du gouvernement sur les questions particulières suivantes, liées à la création de la collectivité de Corse :

- L'extension des compétences d'intervention de la collectivité de Corse, notamment dans les domaines où l'Etat a conservé des

compétences partagées, n'a pas été traitée par l'article 30 de la loi du 7 août 5015 et les projets d'ordonnances.

Il est donc demandé qu'une réflexion soit engagée sur cette importante question, de manière à aboutir à de nouveaux transferts ou, du moins, à des délégations de compétence.

- L'empilement des règles financières et fiscales applicables aux régions et aux départements a abouti à un ensemble normatif d'une rare complexité, dont il n'est pas certain qu'il ne défavorise pas dans la durée les collectivités territoriales concernées en matière de ressources attribuées par l'Etat et par les fonds de péréquation.

Il apparaît très souhaitable qu'à l'occasion de la création de la collectivité de Corse, cet ensemble soit simplifié et rationalisé, au besoin par la voie de l'expérimentation.

- Les dépenses d'aide sociale représentent une part importante des budgets des deux départements et elles sont en accroissement constant. La question du financement de ces dépenses va se poser pour la collectivité de Corse, qui se trouvera confrontée à l'insuffisance des dotations d'Etat au regard des dépenses obligatoires.

Il est demandé que cette question fasse l'objet d'un examen approfondi et que des dispositions correctives soient prises d'ici le 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 6 :

SOUHAITE fortement que, dans le cadre de la préparation de la mise en place de la collectivité de Corse, les trois collectivités territoriales appelées à fusionner se rapprochent afin :

- qu'avant le 1^{er} janvier 2018 puissent être harmonisés le régime indemnitaire, le temps de travail et la protection sociale de leurs personnels ;
- que soit apportée la plus grande attention à la question du maintien de l'implantation des services de manière à préserver tant l'intérêt des personnels et des usagers que l'indispensable équilibre territorial ;
- que les organigrammes des services et les systèmes d'information des trois collectivités puissent être progressivement, et autant que possible, harmonisés de manière à les rendre plus facilement compatibles après le 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 7 :

CHARGE le président du conseil exécutif de transmettre la présente délibération au Premier ministre et au préfet de Corse, conformément aux dispositions du V de l'article L. 4422-16 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 :

Cette délibération a fait l'objet d'un vote à scrutin public dont les résultats sont les suivants :

ONT VOTE POUR : 31 - Mmes et MM.

ARMANET Guy, BARTOLI Marie-France, BENEDETTI François, BERNARDI François, BIANCUCCI Jean, BORROMEI Vanina, CASALTA Mattea, CASANOVA-SERVAS Marie-Hélène, CESARI Marcel, CHAUBON Pierre, COLOMBANI Paul-André, FAGNI Muriel, GIACOBBI Paul, GUIDICELLI Lauda, GUIDICELLI Maria, GUISEPPI Julie, LEONETTI Paul, NIVAGGIONI Nadine, OLIVESI Marie-Thérèse, OTTAVI Antoine, PARIGI Paulu Santu, POLI Laura Maria, PONZEVERA Juliette, PROSPERI Rosa, PUCCI Joseph, SANTUCCI Anne-Laure, SIMEONI Marie, TALAMONI Jean-Guy, TATTI François, TOMASI Petr'Antone, VANNI Hyacinthe

ONT VOTE CONTRE : 20 - Mmes et MM.

BARTOLI Paul-Marie, BUCCHINI Dominique, CANIONI Christophe, COMBETTE Christelle, CORDOLIANI René, FILIPPI Marie-Xavière, GRIMALDI Stéphanie, LACOMBE Xavier, MARIOTTI Marie-Thérèse, MONDOLONI Jean-Martin, MURATI-CHINESI Karine, NADIZI Françoise, ORSONI Delphine, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, ROSSI José, SANTINI Ange, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, STEFANI Michel, TOMA Jean.

ARTICLE 9 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 7 septembre 2016

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI

ANNEXES